

9h00 ALLOCUTIONS D'OUVERTURE :

M. Frédéric Mion, Directeur de Sciences Po.

M. Jean-Bernard Auby, Professeur à Sciences Po, Directeur de la Chaire MADP

9h30 TABLE RONDE N° 1 : « LES COMPÉTENCES ET LES FINANCEMENTS »

La réforme envisagée opère une nouvelle répartition des compétences des collectivités territoriales. La question se pose alors de savoir si cette nouvelle répartition est pertinente. Dans un contexte financier marqué par la raréfaction des ressources, se pose également la question de savoir comment sont financés les transferts de compétences envisagés.

Introduction : **Christophe Sinnassamy**, Magistrat à la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, habilité à diriger des recherches en droit public.

Animateur : **Jean-Marc Legrand**, Directeur de l'Institut national des études territoriales.

Intervenants : **Michel Bouvier**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Anne-Claire Mialot, Directrice Générale des Services de la ville de Cergy-Pontoise.

Christophe Van de Walle, Directeur Secteur public local de la Banque Postale, Codirecteur de la Banque postale des collectivités.

11h15 TABLE RONDE N° 2 : « LA REPRÉSENTATION DES TERRITOIRES »

La réforme envisagée semble conduire à une évolution des modalités de représentation des territoires. Il apparaît dès lors nécessaire de s'interroger notamment sur les modifications relatives aux modes de scrutin, sur le rôle du Haut Conseil des territoires ou encore sur le statut des élus.

Introduction : **Olivier Renaudie**, Professeur de droit public à l'Université de Lorraine.

Animateur : **Laurence Lemouzy**, Directrice scientifique de l'Institut de la Gouvernance Territoriale et de la revue « Pouvoirs Locaux

Intervenants : **Jean-Pierre Sueur**, Sénateur du Loiret, Président de la Commission des lois du Sénat.

Edouard Philippe, Député de Seine-Maritime, maire du Havre et Président de la Communauté de l'agglomération havraise.

Olivier Landel, Délégué Général de l'Association des communautés urbaines de France.

14h30 TABLE RONDE N° 3 :

« LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE DES TERRITOIRES »

La réforme envisagée entend simplifier le mille-feuilles institutionnel sans pour autant supprimer un échelon territorial. Elle entend, d'une part, mettre en place de nouveaux instruments de gouvernance comme les conférences régionales de l'action publique et, d'autre part, renforcer l'intercommunalité et les métropoles.

Introduction : **Laetitia Janicot**, Professeur de droit public à l'Université de Cergy Pontoise (LEJEP).

Animateur : **Alain Piffaretti**, Journaliste spécialisé politiques publiques, Collaborateur de l'Express.

Intervenants : **Yves Krattinger**, Sénateur de la Haute-Saône.

Philippe Dallier, Sénateur de Seine-Saint-Denis.

Patrick Le Lidec, Chargé de Recherche à Sciences Po.

16h15 TABLE RONDE N° 4 :

« REGARDS CROISÉS SUR LA FUTURE MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME ».

S'inscrivant dans une autre logique que les trois tables rondes précédentes, celle-ci a pour objet d'anticiper la mise en œuvre de la réforme. Il s'agit de croiser les regards d'acteurs afin qu'ils donnent leur avis sur l'impact de la réforme et sur la manière dont les collectivités territoriales vont devoir s'organiser pour l'appliquer.

Introduction : **Romain Pasquier**, Directeur de recherches au CNRS, CRAPE/Sciences Po Rennes.

Animateur : **Françoise Larpin**, Associée, Directrice Nationale Secteur Public, KPMG.

Intervenants : **Hugues Clepkens**, Ancien administrateur territorial.

Samuel Dyens, Directeur des affaires juridiques du Conseil Général du Gard, Président de l'Association nationale des juristes territoriaux (ANJT).

Stéphane Bussone, Directeur général des services de la ville de Saint-Jean-de-Luz, Vice-président du syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales, Président de la « Commission Organisation et Management Territorial ».

17h45 ALLOCUTIONS DE CLÔTURE :

Mme Marylise Lebranchu, Ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique (sous réserve).